



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.1/EM.26/2
15 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission du commerce des biens et services,
et des produits de base

Réunion d'experts sur les secteurs nouveaux
et dynamiques du commerce mondial

Genève, 7-9 février 2005

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Renforcement de la participation des pays en développement aux secteurs
dynamiques et nouveaux du commerce mondial:
tendances, questions et politiques**

Note d'information du secrétariat de la CNUCED*

Résumé

L'un des principaux thèmes de la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) était «la contribution effective du commerce international et des négociations commerciales au développement». Un moyen important d'obtenir des gains pour le développement, et donc de faire du commerce un véritable moteur de la croissance et du développement, est de promouvoir la participation accrue et bénéfique des pays en développement aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial. Les produits des secteurs dynamiques sont ceux qui enregistrent une forte croissance annuelle de leur valeur à l'exportation et/ou une progression sensible de leur part dans le commerce mondial, alors que les produits des secteurs nouveaux sont intrinsèquement nouveaux ou simplement nouveaux parce qu'ils n'étaient pas échangés auparavant. Un certain nombre de pays en développement ont réussi à pénétrer ces secteurs et leurs chaînes de valeur au cours des dernières années. L'expérience montre que ces secteurs peuvent donner la possibilité aux pays en développement, notamment aux pays les moins avancés et aux autres pays tributaires de produits de base, d'accélérer la croissance, d'augmenter la valeur ajoutée interne des exportations, d'accroître la productivité, la compétitivité et l'emploi, et d'améliorer la qualité des emplois, contribuant ainsi à réaliser les objectifs et les buts énoncés dans la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Organisation des Nations Unies.

* Le présent document a été soumis après la date limite normale afin de tenir compte des statistiques commerciales les plus récentes.

La présente note d'information vise à nourrir les débats de la première réunion d'experts sur les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce international. En étudiant les moyens dont disposent les pays en développement pour bénéficier d'un accroissement de leurs exportations de produits dynamiques et nouveaux, les experts examineront en particulier trois secteurs, à savoir les textiles et les vêtements, les produits énergétiques renouvelables, y compris les biocarburants, et la sous-traitance/délocalisation de services grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC). La présente note, qui sera complétée par des documents de séance portant sur chacun de ces secteurs, retrace l'évolution générale des exportations des pays en développement, analyse la participation de ces pays aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial et recense les principaux facteurs influant sur ce processus aux niveaux national et international.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Évolution des exportations des pays en développement	5
III. Participation des pays en développement aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial.....	8
IV. Facteurs déterminants et options pour une participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques	15
V. Rôle des examens sectoriels du commerce de la CNUCED	21

I. Introduction

1. Conformément au Consensus de São Paulo, la CNUCED doit organiser des examens sectoriels des secteurs dynamiques du commerce mondial, illustrant ainsi l'importance que les États membres accordent à une participation accrue des pays en développement à ces secteurs¹. En répondant à la demande des marchés mondiaux de produits dynamiques et nouveaux, qui sont souvent de grands marchés, en croissance rapide et où l'offre est insuffisante, les pays en développement, notamment les pays les moins avancés (PMA) et d'autres pays tributaires de produits de base, peuvent améliorer leurs résultats économiques et commerciaux globaux et tirer des avantages notables des échanges internationaux. Les produits issus de ces secteurs peuvent être classés en trois grandes catégories, à savoir: a) ceux qui ont enregistré une forte augmentation de la valeur de leurs exportations; b) ceux dont la part du commerce mondial a sensiblement progressé; et c) ceux qui sont intrinsèquement nouveaux ou simplement nouveaux en tant que produits échangés. Cependant, on ne devrait pas pour autant sous-estimer l'importance des autres secteurs du commerce, notamment des produits de base, dans lesquels les pays en développement peuvent encore largement accroître la valeur ajoutée locale de leurs produits et leur part de marché.

2. Au cours des dernières décennies, des pays en développement sont parvenus à pénétrer des secteurs dynamiques et nouveaux avec des résultats contrastés. Certains d'entre eux ont accentué leur présence et en ont tiré des avantages considérables sous forme de valeur ajoutée locale, mais la participation de nombreux autres pays s'est avérée problématique et les gains enregistrés limités. D'autres encore n'ont pas du tout réussi à exporter des produits dynamiques et nouveaux. Toutes ces expériences montrent qu'une politique ciblée est indispensable pour exporter de manière durable ce type de produits. Grâce à une action coordonnée, s'inscrivant dans un cadre général de développement, il faudrait renforcer et préserver les liens stratégiques entre des facteurs clefs que sont notamment l'investissement, la capacité de production, la productivité, la compétitivité, l'accès aux marchés et l'entrée sur les marchés, l'évolution des préférences commerciales et l'intégration à des chaînes de production régionales. Les systèmes commercial et financier internationaux, les structures des marchés mondiaux et la coopération pour le développement peuvent jouer le rôle de catalyseur à l'appui des politiques et mesures que les pays en développement adoptent pour promouvoir les exportations dans les secteurs considérés.

3. La présente note d'information a été établie en tant que contribution à la première réunion d'experts sur les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial. Elle commence par illustrer l'évolution des résultats d'ensemble des pays en développement à l'exportation, puis analyse leur participation aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial, recense les principaux facteurs influant sur ce processus et définit les grands domaines d'action aux niveaux national et international². La participation des pays en développement à deux secteurs

¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa onzième session, São Paulo (Brésil), 13-18 juin 2004 (TD/412).

² La présente note s'inspire des travaux déjà réalisés par la CNUCED, en particulier des documents suivants: «Renforcement de la présence des pays en développement dans les secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial: Tendances, problématique et politiques – Note d'information établie par le secrétariat de la CNUCED» (TD/396); *Rapport sur le commerce et le développement, 2002*; *World Investment Report, 2002*.

dynamiques – sous-traitance/délocalisation de services grâce aux TIC, textiles et vêtements – et à un secteur nouveau – produits énergétiques renouvelables, tels que biocarburants – est brièvement présentée à titre d'exemple. Les experts se concentreront sur ces trois secteurs et, afin de favoriser des discussions approfondies, un document de séance plus détaillé sera disponible sur chaque secteur.

II. Évolution des exportations des pays en développement

4. *Importance croissante des articles manufacturés*: Au cours des 50 dernières années, les échanges ont généralement augmenté plus vite que la production, traduisant une évolution vers des économies plus ouvertes et une spécialisation internationale de la production. La part des pays en développement dans le commerce international s'est accrue pendant les années 70 pour atteindre 27 % du commerce mondial en 1981. Dans les années 80, souvent qualifiées de décennie perdue pour le développement en raison de la crise de la dette, la part des pays en développement dans le commerce a chuté, avant de se rétablir dans les années 90 pour atteindre 28 % en 2003. Toutefois, la part des exportations des PMA dans le total des exportations mondiales a baissé entre 1970 (1,7 %) et 2003 (0,6 %).

5. L'un des principaux faits marquants des résultats commerciaux des pays en développement est l'accroissement considérable de la diversification de leurs exportations au cours des 20 dernières années. L'indice de concentration des exportations de ces pays en tant que groupe a fortement baissé – presque 0,6 en 1980 contre 0,2 environ en 2003 – et la part de leurs exportations à forte valeur ajoutée – articles manufacturés utilisant des intrants à moyenne ou forte intensité de qualification et de technologie – est passée de 20 % à près de 50 %. La proportion globale des articles manufacturés dans les exportations des pays en développement a régulièrement progressé entre 1980 (seulement 20 %) et 2003 (75 %). Les articles manufacturés, notamment les produits électroniques, les ordinateurs et le matériel de bureau, les appareils de télécommunication, les automobiles, les vêtements et les machines représentent désormais 8 des 10 produits les plus exportés par les pays en développement; les deux autres produits d'exportation figurant dans ce classement sont le pétrole brut et les produits pétroliers.

6. Malgré ces progrès, les écarts entre les régions du point de vue de la diversification des exportations restent sensibles. Celle-ci est plus avancée dans les pays d'Asie de l'Est, où plus de 80 % des biens exportés étaient des articles manufacturés en 2003. Un certain nombre de pays en développement, en particulier les nouveaux pays industriels (NPI) d'Asie de l'Est, ont été capables d'accroître de manière sensible leur part de la valeur ajoutée manufacturière mondiale dans des proportions égales ou supérieures à l'augmentation de leur part du commerce mondial d'articles manufacturés. Les produits exportés sont souvent à forte valeur ajoutée, et nombre d'entre eux sont aussi des biens et services dynamiques au niveau mondial. De nombreux NPI d'Asie de l'Est ont aussi accru leur part du commerce mondial global. La part des exportations mondiales de marchandises de la Chine, à elle seule, est passée de moins de 1 % en 1970 à plus de 5 % en 2003, et d'autres pays de la région tels que la République de Corée, la Malaisie et la Thaïlande ont au moins doublé leur part au cours de la même période.

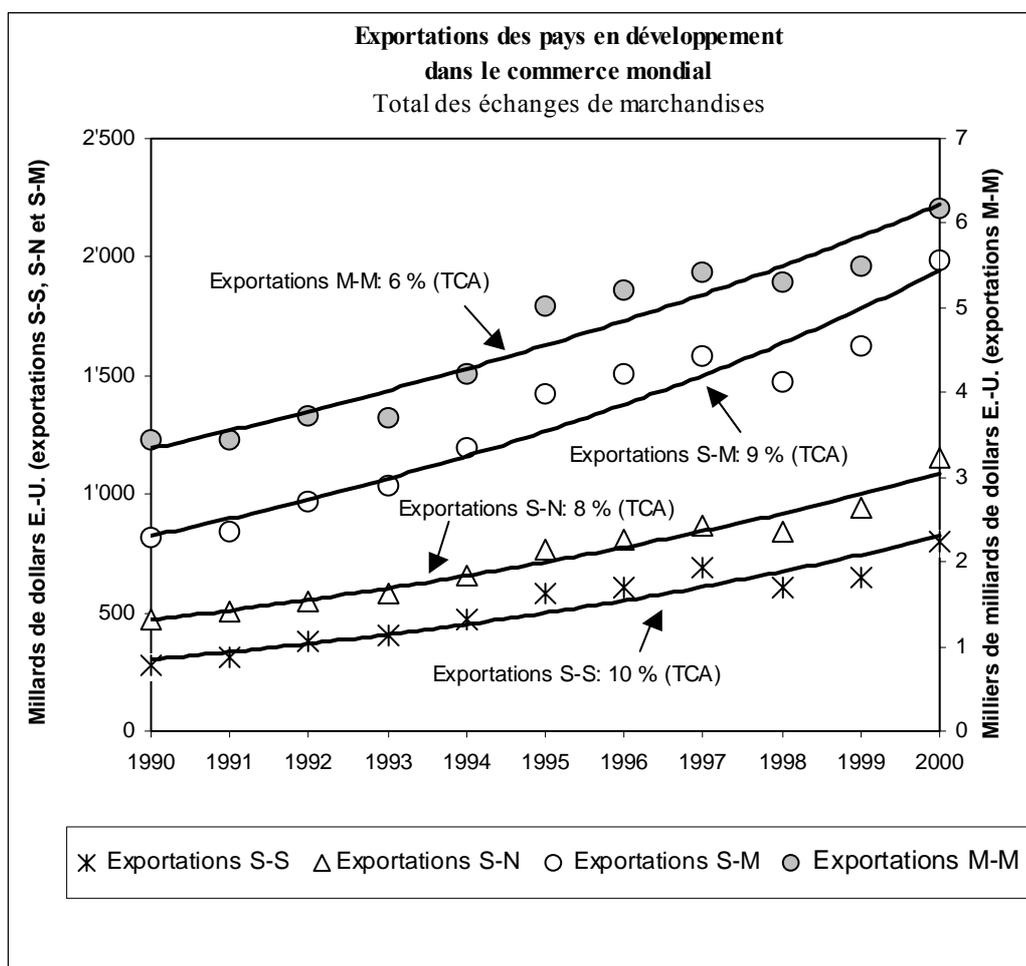
7. Par contre, en 2003, la part des articles manufacturés dans les exportations de marchandises était de 57 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et de 47 % seulement en Afrique, essentiellement dans le secteur des matières premières transformées. Il s'agit d'exportations de denrées et préparations alimentaires ainsi que de produits chimiques et

matériaux transformés. Aujourd'hui, la moitié des pays en développement – essentiellement les PMA et les petits États insulaires en développement – sont encore tributaires de produits de base autres que les combustibles pour plus de la moitié de leurs recettes d'exportation; cette proportion s'élève à deux tiers si les combustibles sont pris en compte. Les exportations de produits de base continuent d'être une source considérable d'emplois et de recettes d'exportation dans les pays en développement et la diversification des exportations dans ce secteur peut apporter une contribution notable au développement. Toutefois, plusieurs PMA tels que le Bangladesh, le Cambodge, le Lesotho, Madagascar, le Togo et l'Ouganda ont considérablement accru leurs exportations d'articles manufacturés, et de nombreux autres ont développé leurs exportations de services, d'où une augmentation globale des exportations totales des PMA, qui sont passées de 18 milliards de dollars É.-U. en 1993 à 44 milliards de dollars É.-U. 10 ans plus tard.

8. *Diversification des exportations de services*: Même si la plupart des pays à faible revenu, notamment les PMA et les petits États insulaires en développement, ne sont parvenus que dans une faible mesure à diversifier leurs exportations d'articles manufacturés, nombre d'entre eux ont réussi à développer leurs exportations de services au cours des 20 dernières années. En particulier, entre 1991 et 2002, la part des pays en développement, en tant que groupe, dans le total des exportations mondiales de services a augmenté de 30 %, alors que la part des pays à faible revenu, au sein de ce groupe, s'est accrue de 60 %. Cette évolution est essentiellement due à l'essor des exportations de produits touristiques (mode 2 de l'AGCS) et des exportations de services de santé, de services domestiques, de services éducatifs et de services de construction (mode 4 de l'AGCS). On estime qu'en 2003, les envois de fonds des travailleurs expatriés à destination des pays en développement ont représenté à eux seuls plus de 130 milliards de dollars É.-U., près du double du montant total de l'aide publique au développement, qui s'est élevée à 68,5 milliards de dollars É.-U. Cela témoigne des débouchés considérables qu'offre la fourniture de services par les pays en développement et la contribution potentiellement importante du mouvement temporaire de main-d'œuvre (mode 4 de l'AGCS) à leurs recettes d'exportation. Des pays en développement disposent désormais de fortes capacités d'exportation dans le cadre de la sous-traitance/délocalisation de services liés aux TIC, laquelle relève du mode 1 de l'AGCS. Ces exportations portent notamment sur les services de logiciels informatiques, d'ingénieurs, de comptabilité, de centres d'appel et de transcription.

9. *Commerce Sud-Sud*: Un moteur important de l'accroissement des exportations des pays en développement est la hausse de la demande sur les marchés d'autres pays en développement. Les exportations Sud-Sud ont généralement progressé à un rythme plus rapide que le commerce mondial au cours des 10 dernières années. De 1990 à 2000, le commerce Sud-Sud a cru à un taux annuel moyen estimé à 10 % environ, contre 6 % pour le commerce mondial (voir la figure 1). Compte tenu de cette forte croissance, la part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial est passée de 8 % à plus de 12 % pendant la même période. Environ 40 % des exportations des pays du Sud sont désormais destinés à d'autres pays en développement. Bien que les échanges entre pays d'Asie représentent les quatre cinquièmes de ces exportations, la forte croissance du commerce intrarégional en Afrique et en Amérique latine, même si le volume des échanges était plus faible au départ, montre que l'essor du commerce Sud-Sud ne se limite pas à l'Asie. Par ailleurs, le commerce interrégional, bien que relativement restreint, semble s'accélérer.

10. Le commerce Sud-Sud est favorisé par la multiplication des échanges et des investissements régionaux, souvent dans le cadre d'accords commerciaux régionaux. Sous l'effet de ces accords et des efforts de libéralisation autonome, les droits de douane des pays en développement sur les importations d'autres pays en développement ont diminué de quelque 70 % au cours des 20 dernières années. En réduisant les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des marchandises, les accords régionaux d'intégration économique conclus entre ces pays aident les producteurs à accroître leurs économies d'échelle; à attirer davantage d'IED et à de meilleures conditions; à mettre en commun les ressources économiques, humaines, institutionnelles, technologiques et infrastructurelles; et à renforcer les réseaux de production et de commercialisation entre les pays participants. Le Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) donne aux pays en développement la possibilité d'élargir les conditions d'accès aux marchés interrégionaux.



Source: Manuel de statistiques 2003 de la CNUCED.

Figure 1. Les exportations du Sud vers le Sud (S-S), vers le Nord (S-N) et vers le Monde (S-M) sont indiquées de 1990 à 2000 (axe gauche des ordonnées) et les taux de croissance annuels (TCA) de ces flux d'exportations sont calculés. Pendant cette période, les exportations S-S ont augmenté de 10 % par an, passant de 275 milliards à 800 milliards de dollars É.-U., alors que

les exportations mondiales totales (M-M: axe droit des ordonnées) ont progressé de 6 % par an, passant de 3 400 milliards à 6 200 milliards de dollars É.-U.

III. Participation des pays en développement aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial

Secteurs de marchandises dynamiques

11. *Principaux secteurs et produits dynamiques.* La croissance annuelle moyenne de la valeur des exportations mondiales de marchandises a dépassé 8 % au cours des 20 dernières années. Il existe toutefois des différences considérables d'un secteur à l'autre: certains secteurs ont vu leurs exportations augmenter deux fois plus vite que le taux de croissance total du commerce mondial alors que la plupart d'entre eux enregistraient une progression comparable à ce taux et que d'autres encore voyaient leurs exportations stagner ou baisser.

12. On trouvera dans les tableaux 1 et 2 le classement des 40 groupes de produits – désignés par la position à quatre chiffres qui est la leur dans la classification type pour le commerce international (CTCI) – qui ont été les plus dynamiques dans les échanges mondiaux entre 1985 et 2002 en fonction, respectivement, des critères suivants: a) augmentation en valeur absolue de la part de marché; b) taux de croissance annuel moyen de la valeur des exportations. Il existe des différences entre les classements des deux tableaux: tous les produits dont la part de marché a sensiblement augmenté n'ont pas enregistré une forte croissance de leurs exportations et vice-versa. Le tableau 3 reproduit la liste des groupes de produits les plus dynamiques qui répondent aux deux critères retenus. Cette liste comporte trois catégories de produits prépondérants, à savoir: le matériel électronique et électrique (CTCI 75, 76, 77); les produits chimiques (CTCI 5) et les articles manufacturés divers (CTCI 8). Si l'on avait procédé à une ventilation plus détaillée des produits ou si l'on avait retenu une période plus courte, le tableau en question aurait probablement permis de recenser davantage de «produits de niche», produits dont la demande a augmenté rapidement au cours des dernières années. Il s'agit là d'une considération méthodologique dont on doit tenir compte pour analyser de manière plus approfondie chaque secteur.

13. Parmi les 40 groupes de produits les plus dynamiques classés en fonction de l'augmentation de leur part de marché en valeur absolue (tableau 1), qui ont représenté en tout 34 % des exportations mondiales en 2002, 20 appartiennent aux quatre catégories suivantes: matériel électronique et électrique; produits chimiques; moteurs et pièces détachées; textiles et vêtements. Le matériel électronique et électrique figurant sur cette liste représentait à lui seul 15 % du total des exportations mondiales en 2002. La mondialisation des filières d'approvisionnement est un moteur essentiel de son dynamisme. Le groupe des produits chimiques a représenté 5 % des exportations mondiales en 2002 et celui des biens du secteur de l'automobile près de 8 %. Deux produits appartiennent au secteur des textiles et des vêtements. Il convient de noter la présence des enregistrements audio/vidéo dans le tableau 1 (notamment sous la rubrique «disques phonographiques et enregistrements sonores assimilables»), ce qui veut dire que les activités de création – culturelles, artistiques et récréatives – constituent l'un des secteurs les plus dynamiques au niveau mondial.

14. Comme le montre le tableau 2, lorsque le classement des groupes de produits les plus dynamiques se fait sur la base du taux de croissance annuel moyen de la valeur des exportations, un certain nombre de produits agricoles, de denrées alimentaires transformées et de boissons apparaissent dans ce classement. Si le matériel électronique et électrique et les produits chimiques demeurent au premier rang, un certain nombre de produits agricoles et de denrées alimentaires – céréales transformées, coton et graines de coton, graines de sésame, pâte de bois, oléagineux, légumes surgelés, boissons alcoolisées et autres boissons fermentées, etc. – affichent aussi un fort taux de croissance de leurs exportations, mais leur part du total des exportations mondiales est beaucoup plus faible. Les textiles et les vêtements, les aéronefs et certains appareils et machines figurent aussi sur cette liste.

15. *Produits de base.* Bien que la part des produits de base dans le commerce mondial ait diminué avec le temps, une ventilation des produits par secteur indique qu'un certain nombre de produits ont manifesté un dynamisme commercial certain. Par exemple, la soie, les préparations à base de céréales et les boissons sans alcool ainsi que certaines catégories de fruits et de préparations à base de fruits peuvent être considérées comme des produits commerciaux dynamiques, le taux de croissant annuel moyen de leurs exportations au cours des 20 dernières années étant supérieur à 10 %. Les chiffres ventilés indiquent que les anacardes, les kiwis, les mangues et la volaille sont des produits dynamiques avec des taux de croissance compris entre 10 et 17 % pendant la période considérée. D'autres produits agricoles qui, à des degrés divers, affichent un bon dynamisme commercial sont notamment les crustacés frais; les préparations à base de poisson; les graisses animales et végétales transformées; le bois de feu et le charbon de bois; les légumes frais; les préparations sucrées; la margarine et la graisse émulsifiable; les matières végétales brutes; le tabac manufacturé; et les préparations à base de viande.

16. *Participation des pays en développement aux principaux secteurs dynamiques du commerce des marchandises.* Les principaux exportateurs des produits les plus dynamiques sur les marchés mondiaux sont les pays industrialisés. Toutefois, les pays en développement en général semblent être devenus des acteurs de plus en plus importants sur les marchés de nombreux groupes de produits dynamiques. Comme le montre le tableau 1, ils représentent près de 20 % des exportations mondiales des 40 groupes de produits les plus dynamiques, classés en fonction de leur part dans les exportations mondiales. Dans certains articles électroniques et électriques, leur part des exportations mondiales, qui était minime en 1985, était supérieure à 25 % en 2003. Et dans trois catégories de produits répertoriées, à savoir les sous-vêtements en coton, les vêtements de dessus et les récepteurs de télévision, les exportations des pays en développement dépassaient celles des pays développés. Toutefois, parmi les pays en développement, ce sont les pays d'Asie de l'Est qui participent le plus aux échanges mondiaux de produits dynamiques dont la part de marché s'est fortement accrue. La part des PMA dans les exportations de ces produits étant négligeable, elle n'apparaît pas dans le tableau 1.

Encadré 1. Textiles et vêtements: dynamisme des exportations après l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements

Au cours des 20 dernières années, les textiles et les vêtements ont été le groupe de produits le plus dynamique dans le commerce mondial après le matériel électronique et électrique. Ce secteur revêt une très grande importance pour les pays en développement, qui fournissent 50 % environ des textiles et plus de 60 % des vêtements dans le monde. Depuis 1980, les exportations de vêtements de ces pays ont été multipliées par sept et celles des textiles par cinq alors que celles des pays développés n'ont été multipliées que par trois et deux, respectivement. En 2002, la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et la Thaïlande figuraient parmi les 20 premiers exportateurs mondiaux de textiles. La Chine, l'Inde, le Bangladesh, la Thaïlande et le Pakistan étaient dans les rangs des 20 premiers exportateurs mondiaux de vêtements. Même s'ils ne font pas partie des plus grands exportateurs, de nombreux PMA et petits pays, notamment le Bangladesh, le Cambodge, Maurice et Sri Lanka, ont développé de fortes capacités de production en tirant profit des contingents d'importation prévus dans l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements.

Les exportations de textiles et de vêtements des pays en développement sont contingentées depuis plus de 40 ans. L'Accord sur les textiles et les vêtements a fixé une période de transition de 10 ans, s'achevant en décembre 2004, pendant laquelle toutes les restrictions quantitatives sur les échanges de textiles et de vêtements devaient être progressivement abandonnées. La libéralisation du commerce des textiles en 2005 pourrait procurer aux pays en développement des gains sous la forme d'une augmentation annuelle de 40 milliards de dollars É.-U. de leurs recettes d'exportation et la création de 27 millions d'emplois³. Compte tenu de l'ampleur de ces retombées socioéconomiques, dont les pays en développement ont bien besoin, il importe de mettre effectivement un terme à 40 ans de protectionnisme dans ce secteur et de veiller à ce que les contingents ne soient pas remplacés par d'autres mesures protectionnistes dans les pays développés.

Toutefois, pour anticiper l'évolution des résultats commerciaux des pays en développement après l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements, il ne suffit pas de déterminer qui seront les gagnants ou les perdants, mais il faut plutôt se demander quels pays tireront parti des possibilités offertes et surmonteront les difficultés que crée l'expiration de cet accord. À cet égard, des facteurs importants sont les coûts et les problèmes d'ajustement, la compétitivité, le rôle des droits de douane dans les échanges sectoriels ainsi que l'évolution du commerce et de l'investissement à court terme. À long terme, le marché international des textiles et des vêtements continuera de croître à la faveur de l'augmentation de la population mondiale, de ses revenus et de son niveau de vie, et devrait donc rester un secteur d'exportation dynamique pour les pays en développement dans les années qui viennent.

Si l'on s'attend à ce que certains pays en développement augmentent leurs exportations de manière sensible après l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements, les PMA et les petits pays dont les exportations bénéficiaient d'une admission hors contingent et sans franchise aux États-Unis et dans l'Union européenne et qui sont fortement tributaires des exportations de vêtements assemblés, sont dans une situation particulièrement vulnérable face à l'accroissement attendu de la concurrence dans ce secteur. Ce secteur est non seulement important pour des PMA d'Asie comme le Bangladesh, le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Népal, mais aussi pour de nombreux pays africains tels que le Kenya, le Lesotho, Madagascar et Maurice et pour certains pays des Caraïbes, entre autres la République dominicaine, la Jamaïque et le Honduras. Des études indiquent que les pays bénéficiaires de préférences devront peut-être supporter des coûts d'ajustement liés à la suppression des contingents. La communauté internationale devrait être sensible à leurs besoins et prête à leur fournir une assistance appropriée. Il importera en particulier de prendre en compte les besoins des femmes car ce secteur emploie traditionnellement une forte main-d'œuvre féminine.

³ Fonds monétaire international et Banque mondiale, «Market Access for developing country exports: Selected issues», 26 septembre 2002, p. 42 à 43.

17. Lorsque les groupes de produits dynamiques sont classés en fonction du taux de croissance annuel moyen de la valeur des exportations (tableau 2), les pays en développement sont beaucoup plus présents sur les marchés d'exportation. L'essor des exportations de certaines denrées alimentaires figurant parmi les produits agricoles les plus dynamiques a amélioré les résultats commerciaux du Brésil, du Kenya, de la Chine et de la Thaïlande. L'Asie du Sud ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes sont des acteurs d'un certain nombre de secteurs dynamiques, notamment ceux des textiles et des vêtements et des produits alimentaires, mais ces régions exportent moins de produits électroniques que l'Asie de l'Est. Même s'ils participent peu à la production et à l'exportation de la majorité des articles considérés, les PMA ont néanmoins pu mettre en place des capacités d'exportation, à des degrés divers, pour 17 de ces produits. Dans deux cas, à savoir le coton cardé ou peigné et les graines de sésame, ils fournissent 30 %, voire plus, des exportations mondiales. Pour de nombreux pays en développement, les contraintes d'ordre structurel et celles pesant sur l'offre, la taille réduite de leur marché intérieur, le coût et les difficultés d'accès aux capitaux, ainsi que la situation des marchés extérieurs continuent d'affaiblir leurs capacités de diversifier leurs exportations au profit de produits à plus forte valeur ajoutée.

Produits écologiques et autres secteurs non traditionnels

18. Il existe un certain nombre d'autres groupes de produits où les pays en développement commencent à jouer un rôle appréciable et, si quelques-uns de ces groupes représentent une part notable du commerce mondial, beaucoup d'autres correspondent à de nouveaux produits pour lesquels les volumes commerciaux sont encore modestes et pour lesquels il n'existe souvent pas de position spécifique dans les classifications commerciales.

19. Les produits écologiques comprennent les produits biologiques, les produits forestiers autres que le bois, les produits issus des savoirs traditionnels et les produits énergétiques renouvelables. Les marchés de certains produits écologiques représentent une forte valeur et croissent rapidement; par exemple, le marché mondial des aliments et boissons biologiques s'est chiffré à 25 milliards de dollars É.-U. environ en 2003. Bien que les pays développés soient le principal débouché des produits biologiques, un marché intérieur se crée aussi dans de nombreux pays en développement. Le marché des biocarburants est un autre exemple de marché de produits écologiques qui devrait s'élargir, en particulier avec la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, la hausse des prix du pétrole et la demande croissante au niveau mondial d'énergie. On estime que les biocarburants assureront la moitié ou plus des besoins mondiaux en combustibles pour les transports en 2050⁴.

20. Divers groupes de produits agricoles et naturels autres que le bois et non traditionnels présentent un grand potentiel de valeur ajoutée. Bien que la demande mondiale de ces produits soit généralement modeste, ceux-ci peuvent représenter des valeurs commerciales appréciables pour quelques pays en développement qui en sont producteurs et ils contribuent souvent beaucoup au revenu de communautés rurales et autochtones dans les pays considérés. Ces groupes de produits sont notamment les suivants: produits végétaux comestibles; ingrédients alimentaires (par exemple, substances colorantes ou aromatisantes); ingrédients naturels pour produits cosmétiques et pharmaceutiques, et plantes médicinales; latex, résines, gommés, fibres naturelles et produits dérivés; animaux et produits dérivés; et autres produits naturels, dont les produits de l'artisanat.

⁴ D'après des enquêtes citées dans Agence internationale de l'énergie, «Biofuels for transport, an international perspective», 2004.

Encadré 2. Débouchés commerciaux pour les produits énergétiques renouvelables et les biocarburants

Les sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie hydraulique, la biomasse, le soleil, le vent et la géothermie, peuvent beaucoup contribuer au développement durable. Au sein de cette catégorie générale, les biocarburants sont des carburants, tels que l'éthanol et le biogazole, produits à partir de sources biologiques. L'Agence internationale de l'énergie prévoit qu'au cours des 20 prochaines années, les sources renouvelables économiquement viables augmenteront du fait de la réduction des coûts grâce au progrès technologique et de l'expansion des marchés. De nouveaux instruments de marché liés aux mesures découlant des conventions et protocoles relatifs aux changements climatiques créeront également des marchés pour les sources d'énergie renouvelables; les préoccupations environnementales font que les décideurs s'intéressent davantage à ces sources d'énergie.

Leur exploitation commerciale reste modeste, en raison de coûts élevés et d'avantages non compensés (externalités), ainsi que d'une offre intermittente et d'autres contraintes techniques et institutionnelles. Lors d'une récente réunion d'experts de la CNUCED sur la définition des biens et services environnementaux et leur contribution au commerce et au développement (Genève, 9-11 juillet 2003), plusieurs experts ont souligné que la libéralisation du commerce des produits énergétiques renouvelables pouvait avoir des avantages environnementaux manifestes et favoriser un accroissement des exportations de certains pays en développement. Les calculs effectués par le secrétariat de la CNUCED (TD/B/COM.1/EM.21/CRP.1) indiquent que, si les pays en développement sont des importateurs nets de biens environnementaux correspondant à des biens d'équipement, pour les produits énergétiques renouvelables la valeur de leurs exportations et celle de leurs importations en 2002 s'équilibraient à environ 3,7 milliards de dollars É.-U. Un renforcement de la coopération entre pays en développement dans le domaine de ces produits énergétiques renouvelables peut contribuer à un resserrement de la coopération commerciale et technologique Sud-Sud. Par exemple, l'Inde et le Brésil souhaitent intensifier leur coopération pour la production, l'utilisation et l'exportation d'éthanol; en avril 2002, ils ont signé un mémorandum d'accord pour un partage de la technologie concernant le mélange de pétrole et de gazole avec de l'éthanol.

Dans le groupe des produits énergétiques renouvelables, les biocarburants présentent un intérêt particulier pour les pays en développement, qui peuvent facilement se mettre à produire ce type de carburant grâce à d'abondants déchets agricoles. La production de biocarburants peut également être bénéfique pour le développement: réduction des importations de pétrole, sécurité des approvisionnements énergétiques, diversification de la production agricole, nouveaux marchés d'exportation et retombées sociales positives. Les conditions d'un commerce des biocarburants entre pays développés et pays en développement existent: le coût de production des cultures dont sont dérivés les biocarburants est plus faible dans les pays en développement, et la demande de biocarburants dans les pays développés augmentera principalement en raison de l'application du Protocole de Kyoto. Ce commerce pourrait être profitable à tous les pays pour peu que les obstacles en la matière soient éliminés.

Le commerce international des services et matériels en rapport avec les sources d'énergie renouvelables est devenu un aspect relativement important des négociations commerciales multilatérales à l'OMC sur les biens et services environnementaux, ainsi que des travaux de la CNUCED. Réduire les obstacles au commerce des biens et services énergétiques et des produits agricoles, en particulier, est essentiel pour renforcer le marché des produits énergétiques renouvelables, y compris les biocarburants. La réduction des obstacles au commerce des produits et services relatifs aux sources d'énergie renouvelables, accompagnée d'un transfert effectif et d'une adaptation appropriée de la technologie, pourrait être économiquement et environnementalement bénéfique, pour les pays développés comme pour les pays en développement.

***Secteurs de services nouveaux et dynamiques présentant un intérêt
à l'exportation pour les pays en développement***

21. *Délocalisation de services.* La délocalisation de services en tant que telle n'est pas un phénomène nouveau, elle existe entre pays développés depuis de nombreuses années. Toutefois, en raison des progrès de la technologie des réseaux, de la mise en place de réseaux informatiques à grande vitesse et de l'accroissement de la capacité de largeur de bande, elle a pris ces dernières années une extension mondiale de plus en plus marquée, comme en témoigne l'internationalisation rapide de services reposant sur les technologies de l'information, y compris la délocalisation de systèmes de gestion. Ces progrès ont permis aux pays en développement de participer au processus. D'après les estimations, le marché mondial de la délocalisation de services reposant sur les technologies de l'information et de systèmes de gestion sera de 300 milliards de dollars É.-U. en 2004; il a progressé à un taux moyen de 23 % depuis 1999. Une autre estimation indique que le marché mondial de la délocalisation de systèmes de gestion se chiffrera à 585 milliards de dollars É.-U. d'ici 2005, ce qui en fera le marché d'un des services de commerce électronique les plus dynamiques. La délocalisation de services est profitable à tous, pays d'accueil et pays d'origine. Les politiques commerciales et économiques et les politiques de développement des pays en développement eux-mêmes ainsi que le climat international des affaires ne doivent donc pas artificiellement restreindre les délocalisations. Une suggestion faite à l'OMC à cet égard est un moratoire sur les engagements relatifs au mode 1 analogue à l'Accord sur les technologies de l'information.

22. *Autres secteurs de services.* Le mouvement de personnes physiques fournissant des services continue d'être la principale source de recettes d'exportation d'un certain nombre de pays en développement. Les gains dynamiques pour le pays d'origine sont importants, car ils accroissent l'investissement et l'épargne intérieurs, encouragent le développement d'autres secteurs de l'économie et du commerce, contribuent au transfert de technologie, de compétences d'entreprise et de connaissances, et renforcent les capacités humaines. Il existe un potentiel important pour les pays en développement de tirer un profit appréciable de secteurs de services dynamiques tels que les TIC, les services professionnels, les soins de santé, les soins à domicile, l'éducation, la construction et les services de conseil. De nombreuses raisons politiques et économiques militent donc en faveur de l'adoption d'engagements plus larges et commercialement valables en matière d'accès aux marchés au titre du mode 4 prévu par l'AGCS.

Encadré 3. Délocalisation de services dans les pays en développement: le petit nouveau dans le quartier des (bonnes) affaires

Alors qu'initialement, elle ne concernait de façon quasi exclusive que les pays du Nord, la délocalisation de services est récemment devenue une importante activité commerciale Nord-Sud et Sud-Sud. Dans un contexte de marchés mondialisés et de services à assurer 24 heures sur 24, la délocalisation vers les pays en développement constitue un outil stratégique essentiel pour un nombre croissant d'entreprises, qui peuvent réaliser ainsi des économies sur les activités correspondantes approchant les 70 %. Par délocalisation, on entend le plus souvent délocalisation internationale. Les pays en développement et les pays en transition qui en sont principalement bénéficiaires actuellement sont l'Inde, la Chine, le Brésil, les Philippines, la Fédération de Russie et un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale. Récemment, beaucoup d'autres pays en développement, dont l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigéria, le Kenya, le Viet Nam, la Jamaïque et la Barbade, se sont positionnés sur le marché. Dans le même temps, il est à noter que plusieurs pays développés sont depuis longtemps d'importantes destinations de délocalisation – notamment l'Irlande, le Canada et Israël.

Les principales catégories de délocalisation de systèmes de gestion et de services reposant sur les technologies de l'information vers des pays en développement sont, par ordre croissant dans la chaîne de valeur: i) des activités de type saisie et conversion de données, par exemple services de transcription médicale et juridique; ii) la gestion des relations avec la clientèle par communication vocale simple et les services informatiques en ligne sur la base des règles fixées par le client, y compris les services de centres d'appel, le traitement du courrier électronique, le traitement de données, la facturation et la gestion des paiements; iii) des activités de résolution de problèmes et de prise de décisions, comme la conception de solutions pour améliorer les processus et les systèmes, y compris les applications informatiques et l'administration des ressources humaines; iv) des services de télétravail nécessitant une interaction directe et des transactions plus complexes avec le client au-delà des services vocaux simples d'aide en ligne, par exemple aide via le Web, services d'aide à la clientèle, gestion du soutien technique, conception de logiciels de gestion de systèmes de production et services de soutien matériel; v) divers services de recherche et d'ingénierie, y compris la R-D dans le secteur pharmaceutique, la modélisation en 3-D, des analyses diverses, des caractéristiques techniques pour appel d'offres, des analyses d'ingénierie industrielle et des analyses financières, et la production de films d'animation et autres services audiovisuels pour l'industrie du spectacle. À court terme, la valeur du marché mondial des délocalisations devrait se chiffrer à quelque 800 milliards de dollars É.-U., d'après les estimations, dont 25 % pour les pays en développement, ce qui ouvrirait de larges horizons à l'exportation pour ces pays.

23. Le tourisme est de plus en plus considéré comme une option viable pour le développement économique et social durable de nombreux pays en développement, notamment les PMA. Les recettes touristiques des pays en développement n'ont cessé d'augmenter, en valeur nominale, tout au long des années 90, passant de plus de 50 milliards de dollars É.-U. en 1990 à 140 milliards de dollars en 2001. Quelques pays en développement, dont un petit nombre de PMA, ont réussi à se forger une image de marque ou à occuper des niches dans ce secteur. Pour certains pays, les ressources liées au tourisme peuvent être considérées comme un patrimoine écologique. Un développement durable du tourisme peut être un important moyen de tirer le plus grand profit possible de ces ressources dans les pays en développement.

Le secteur du tourisme peut être très profitable aux pays en développement: création d'emplois, recettes en devises, recettes publiques, amélioration des infrastructures, meilleure gestion environnementale. On s'intéresse de plus en plus à la contribution potentielle du développement du tourisme à l'atténuation de la pauvreté. Dans de nombreux pays en développement, PMA et petits États insulaires en développement, l'expansion de ce secteur est considérée comme un objectif de développement prioritaire. Le tourisme peut toutefois comporter des risques appréciables. La concurrence y est très vive et un certain nombre de pays en développement (par exemple dans les Caraïbes) en sont devenus extrêmement dépendants et sont vulnérables à tout retournement de cycle dans ce secteur. Le tourisme est également vulnérable au stress social et aux risques environnementaux, par exemple la dégradation des écosystèmes naturels. Quelques-uns des principaux obstacles à une croissance soutenue du tourisme sont l'inadéquation des infrastructures et la détérioration de l'environnement dans le cas des destinations engendrant un fort trafic et dotées d'écosystèmes fragiles. Enfin, il est à noter que d'importants services associés au tourisme, dont les réservations de transport et d'hôtel et les services de billetterie, sont délocalisés, de plus en plus souvent dans des pays en développement.

IV. Facteurs déterminants et options pour une participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques

Facteurs influant sur la participation des pays en développement

24. Il n'existe pas d'ensemble unique de facteurs qui détermine le succès d'une bonne participation aux secteurs dynamiques et nouveaux. Ces facteurs varient selon les secteurs et les pays. Beaucoup dépend également de l'efficacité avec laquelle les perspectives et les possibilités dans des secteurs et des chaînes de valeur en particulier sont identifiées et exploitées. Néanmoins, l'expérience des pays en développement qui ont obtenu de bons résultats dans des secteurs dynamiques et nouveaux et tiré des profits appréciables de leur participation montre que trois conditions sont indispensables, à savoir:

- Une capacité d'approvisionnement solide et flexible, permettant de répondre à l'évolution de la demande et des préférences;
- Un niveau élevé de productivité et de compétitivité dans les secteurs considérés;
- Des conditions favorables d'accès aux marchés et de pénétration des marchés.

Les facteurs déterminants du développement et du renforcement de ces conditions dépendent: du secteur ou du produit considéré; des pays en question; des conditions initiales; des ressources nationales en facteurs; de la qualité des politiques économiques et financières, des institutions et de la gouvernance; des investissements intérieurs et étrangers; des ressources humaines et des infrastructures matérielles; du nombre, de la taille et de la qualité des agents économiques; du niveau de partenariat secteur public-secteur privé, des conditions de l'activité commerciale en général; de la stabilité politique; du degré d'intégration dans l'économie mondiale; etc. L'examen de secteurs ou de pays spécifiques nécessiterait des études approfondies au cas par cas.

Mondialisation des systèmes de production

25. Le succès de certains pays en développement en matière d'exportations de nombreux produits nouveaux et dynamiques est étroitement lié à l'expansion des systèmes internationaux de production. Les systèmes internationaux de production partagée et de production intégrée, par lesquels les sociétés transnationales (STN) tirent profit d'une évolution rapide de différentiels de coûts, de ressources et de logistique, ont été les principaux moteurs de la mondialisation des processus de production. Dans certains pays en développement qui sont largement associés aux chaînes mondiales d'approvisionnement, les données industrielles indiquent que les filiales de STN représentent près de la moitié ou plus des exportations manufacturières⁵. On peut également distinguer une répartition régionale caractéristique des différentes expériences des pays, la majeure partie des activités d'exportation liées aux STN dans le monde en développement étant concentrées dans un tout petit nombre de pays, principalement en Asie de l'Est et du Sud-Est. Des prescriptions en matière de résultats à l'exportation associées à des mesures d'incitation telles que subventions à l'exportation ont été beaucoup utilisées par un certain nombre de pays pour amener les STN à saisir des possibilités d'exportation, mais de telles subventions sont désormais limitées par les Accords de l'OMC.

26. L'évolution rapide des stratégies d'entreprise et les complexités croissantes des systèmes de production font qu'il est difficile pour des petits fournisseurs ou des fournisseurs nouveaux de pays en développement, qui ne possèdent pas les capacités requises et un avantage compétitif particulier, de participer aux systèmes mondiaux de production. Toutefois, ce devrait être une priorité pour les pays en développement d'identifier et d'élargir continuellement les marchés de niche qu'ils peuvent occuper dans les chaînes de valeur. Ils devraient également encourager l'instauration de relations économiques intérieures plus étroites entre les entreprises locales et les entreprises étrangères exportatrices et accroître le plus possible les transferts de technologie, le perfectionnement des compétences et la valeur ajoutée intérieure découlant de leur participation aux chaînes multinationales d'approvisionnement.

Évolution du revenu et de la demande

27. Pour certains articles d'exportation présentant un intérêt pour les pays en développement, dont des matières premières agricoles et industrielles, l'élasticité-revenu globale de la demande est généralement faible, ce qui à première vue peut indiquer que la croissance du revenu global risque de ne pas entraîner un fort accroissement de la demande. Toutefois, beaucoup dépend de la composition de la croissance de la demande globale. Comme le montre la croissance de la demande en Chine ces quelques dernières années, ce pays étant lui-même un important facteur dynamique du commerce mondial, les pays à faible revenu ont généralement des élasticités-revenus plus élevées à la fois pour les denrées alimentaires et les matières premières. D'où la possibilité que, si le taux de croissance des pays en développement atteint un niveau suffisant, de nombreux secteurs et produits relativement léthargiques sur le marché mondial trouvent un nouveau dynamisme. Quoi qu'il en soit, les produits dynamiques bénéficient d'une plus forte élasticité-revenu de la demande. Par exemple, la demande de produits des technologies de l'information dans de nombreux pays a dépassé la croissance du revenu, d'où une augmentation de la part des dépenses correspondantes. De plus, des facteurs tels que l'innovation

⁵ CNUCED, *World Investment Report, 2002*, tableau VI.3.

et l'élargissement des utilisations d'un produit, ainsi que les tendances du style de vie figurent également parmi les facteurs qui influent sur la demande.

Accès aux marchés et entrée sur les marchés

28. La capacité des pays en développement de participer aux échanges dans les secteurs dynamiques et nouveaux du commerce mondial dépend fondamentalement de leur capacité de réagir aux nouvelles perspectives qui se présentent sur les marchés mondiaux. Cette capacité dépend beaucoup des conditions d'accès aux marchés et des critères d'entrée fixés dans les pays importateurs, y compris les spécifications relatives aux produits édictées par les grands réseaux de distribution. Pour de nombreux pays en développement, l'intégration dans l'économie mondiale signifie être capable de satisfaire à ces conditions d'entrée et créer la dynamique nécessaire de compétitivité et de développement. Certains obstacles à l'accès et à l'entrée sont difficiles à surmonter, même pour des pays développés sur leurs marchés réciproques, ce qui donne la mesure des difficultés auxquelles peuvent être confrontés les pays en développement.

Le piège d'une valeur ajoutée de plus en plus faible

29. Les avantages qu'il y a à participer au commerce dans les secteurs dynamiques et nouveaux sont en grande partie déterminés par l'ampleur de la valeur ajoutée intérieure qui en découle. Les NPI d'Asie de l'Est en particulier ont réussi à combiner diversification et expansion du commerce avec une croissance de la valeur ajoutée manufacturière et du PIB. Par exemple, les fabricants de vêtements d'Asie de l'Est sont passés du simple assemblage de tissus coupés à des opérations plus complexes et sont devenus des fournisseurs à part entière d'acheteurs internationaux recevant des commandes de grands détaillants et les sous-traitant à leurs réseaux de producteurs situés en Asie, en Amérique latine et en Afrique⁶.

30. Beaucoup d'autres pays en développement, en revanche, se trouvent souvent pris au piège d'une baisse continue de la valeur ajoutée produite, phénomène dû: a) à une «illusion d'exportation», provoquée par une teneur élevée en facteurs de production importés de ces exportations, ce qui fait que les recettes d'exportation ne reflètent pas la vraie valeur ajoutée intérieure; et b) à une «erreur de composition», qui se produit lorsque de trop nombreux pays se précipitent sur les mêmes secteurs ou produits, ce qui entraîne une dégradation des termes de l'échange et des recettes d'exportation qui les empêche d'atteindre l'objectif initial d'un accroissement de la valeur ajoutée intérieure grâce à la diversification. Ce devrait être pour les pays en développement une priorité essentielle que de s'attaquer à ces deux problèmes conjoints.

Conséquences générales

31. Quelques larges questions de politique générale se rapportant à la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques ont été examinées à l'occasion d'un débat thématique à la onzième session de la Conférence – «Orientations et stratégies favorisant la compétitivité des pays en développement dans les secteurs les plus dynamiques du commerce

⁶ CNUCED, «Assuring development gains from the international trading system and trade negotiations: Implications of ATC termination on 31 December 2004» (TD/B/51/CRP.1).

mondial»⁷ – ainsi qu’au cours de la Semaine commerciale de Rio, organisée en préparation de la Conférence⁸. Ces discussions ont mis en relief l’importance d’une action publique dans quatre domaines, à savoir: a) créer un bon climat de l’investissement et attirer des IED axés sur le développement; b) renforcer la capacité de production et la compétitivité par l’application de politiques équilibrées et favorables au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau des entreprises; c) concilier objectifs publics et objectifs privés dans un cadre général d’approfondissement du développement en resserrant la collaboration entre les secteurs public et privé; d) bien gérer l’intégration dans l’économie mondiale. Il est également important de veiller à la cohérence des objectifs des différentes politiques et mesures, et d’en accroître au maximum les synergies.

32. Un important enseignement du succès de certains pays est que les pays en développement eux-mêmes devront faire les choix stratégiques nécessaires concernant leur participation aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial. Ces choix doivent reposer sur une évaluation réaliste de l’avantage comparatif réel et potentiel de chaque pays dans les différents secteurs, ainsi que par rapport à l’ensemble de la chaîne de valeur. Une importante conclusion, illustrée par les diverses expériences sectorielles présentées, est que tous les facteurs pertinents de succès à l’exportation doivent être traités simultanément, même si leur importance relative varie d’un pays à un autre, d’un secteur à un autre, ainsi que dans le temps. De plus, les pays en développement ne disposent pas aujourd’hui de l’éventail d’options dont pouvaient disposer les premiers pays à s’industrialiser, en grande partie en raison des dispositions relatives à la «frontière intérieure» figurant dans certains accords de l’OMC. De ce point de vue, la question de la marge d’action intéresse au plus haut point les discussions sur les stratégies générales vis-à-vis des secteurs nouveaux et dynamiques.

33. Sont également importantes les questions relatives à un financement adéquat du développement et à une réduction notable de la dette, ainsi que les questions de structure du marché international qui influent sur la compétitivité des exportations des pays en développement. Le recalibrage des programmes de coopération pour le développement afin de soutenir de façon adéquate et cohérente les efforts déployés par les pays en développement, en particulier les PMA, pour participer aux secteurs nouveaux et dynamiques devrait être une priorité des donateurs. Parallèlement, il faut répondre de façon effective aux pressions protectionnistes qui se manifestent actuellement dans le cas de l’agriculture, des textiles et des vêtements, du mode 4 de l’AGCS et des délocalisations.

Mettre en place des capacités de production compétitives

34. Deux importants objectifs aux niveaux macroéconomique, sectoriel et microéconomique sont d’accroître la capacité de production intérieure et d’améliorer la compétitivité internationale. La capacité de définir et d’établir une présence à l’exportation dans un secteur particulier dépendra beaucoup de la capacité de surmonter les contraintes découlant des dysfonctionnements

⁷ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa onzième session, São Paulo (Brésil), 13-18 juin 2004 (TD/412).

⁸ Rapport sur la Semaine commerciale de Rio organisée en préparation de la onzième session de la Conférence (Rio de Janeiro, 7-12 juin 2004), résumé établi par le secrétariat de la CNUCED (TD/L.395) (en anglais seulement).

du marché et de l'absence de certains marchés, de la faiblesse de la base entrepreneuriale, des imperfections des marchés de la technologie et des capitaux, des risques associés au démarrage de nouvelles activités, notamment à l'exportation, et de la faiblesse des liens et des externalités entre différents secteurs. Ces difficultés sont particulièrement graves dans le cas des PMA, et exigent une attention spéciale de la part de la communauté internationale.

35. Une bonne stratégie devrait viser à fournir un soutien ciblé en vue:

- De renforcer la capacité des entreprises d'innover et d'intégrer la technologie afin de se spécialiser dans la production de biens et services à plus forte valeur ajoutée;
- D'établir de solides réseaux d'entreprises, en particulier de petites et moyennes entreprises, qui soient effectivement rattachés aux marchés mondiaux, ainsi qu'à de grandes sociétés faisant du commerce international;
- D'aider les entreprises dirigées par des femmes, le secteur informel urbain et la production traditionnelle et rurale;
- D'assurer un plus large accès à une information spécialisée, y compris l'intelligence commerciale, de meilleures interactions entre fournisseurs et producteurs, la fourniture de biens publics de qualité, un appui pour que des marques acquièrent la notoriété souhaitable, et d'autres mesures de facilitation du commerce et des activités des entreprises afin d'accroître l'efficacité et la compétitivité collectives;
- De développer des infrastructures fiables et de qualité, notamment pour les transports et les communications, des moyens et des services d'information, de communication, de commercialisation et de logistique, et des zones franches pour l'exportation ainsi que des parcs scientifiques et industriels.

Attirer des IED axés sur le développement

36. Il est essentiel pour les pays en développement de s'efforcer de tirer parti du potentiel des sociétés transnationales pour exporter des produits à plus forte valeur ajoutée et à valeur ajoutée croissante et, du même coup, dynamiser leur processus de développement. Les objectifs des politiques et des mesures adoptées devraient être les suivants:

- Veiller à ce que les objectifs des politiques en matière d'IED soient compatibles avec les objectifs, les politiques et les stratégies de développement en général, et en fassent partie intégrante;
- Définir un ensemble de mesures d'incitation pour attirer des IED privilégiant une concurrence par le haut, plutôt qu'une concurrence par le bas, afin que les sociétés transnationales investissent dans des secteurs dynamiques et nouveaux et dans l'optique d'en tirer le plus grand profit possible;
- Associer les filières étrangères à la mise en valeur et à l'amélioration des ressources humaines, ainsi qu'au développement institutionnel et technologique;

- Encourager l'établissement de liens entre fournisseurs locaux et filières étrangères en vue de maximiser les avantages procurés par l'IED, favoriser une modernisation à long terme des activités d'exportation et contribuer à la diffusion des compétences, des connaissances et de la technologie auprès des entreprises locales;
- Assurer une intervention publique stratégique pour faciliter le développement de groupements industriels s'appuyant sur l'IED.

Accès aux marchés et pénétration des marchés

37. *Rôle du système commercial multilatéral.* Les négociations découlant du Programme de travail de Doha constituent une importante occasion d'aborder un certain nombre de questions fondamentales intéressant la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques:

- Droits de douane élevés, crêtes tarifaires et progressivité des droits dans des secteurs dynamiques d'exportation intéressant les pays en développement;
- Réforme de l'agriculture, y compris une amélioration sensible de l'accès aux marchés pour les pays en développement, l'élimination progressive des subventions à l'exportation et une réduction notable des mesures de soutien interne qui faussent les échanges;
- Libéralisation des secteurs de services et des modes de livraison intéressant le commerce d'exportation des pays en développement, s'agissant en particulier du mode 4 prévu dans l'AGCS;
- Dispositions adéquates et opérationnelles en matière de traitement spécial et différencié, de façon que les pays en développement disposent, notamment, de la marge d'action et de la flexibilité requises;
- Problèmes découlant de l'application par les pays développés de mesures au titre de dispositions des accords SPS, OTB et antidumping.

38. *Tirer profit des possibilités d'accès préférentiel aux marchés.* Les arrangements commerciaux préférentiels dont font partie des pays en développement offrent à ces pays quelques possibilités d'élargir et de diversifier leurs exportations. Il existe trois grandes formes de préférences commerciales: a) le Système généralisé de préférences (SGP); b) les régimes préférentiels spéciaux s'adressant à des groupes de pays en développement (tels que l'initiative de l'Union européenne «Tout sauf les armes» et la loi des États-Unis sur la croissance et les potentialités de l'Afrique); et c) les accords commerciaux régionaux entre pays en développement et entre pays en développement et pays développés, et les mécanismes préférentiels correspondants, tels que le SGPC pour le commerce interrégional Sud-Sud. Les mécanismes de ce type diffèrent des autres en ce sens qu'ils prévoient des préférences commerciales non pas unilatérales, mais réciproques.

39. Le SGP a été un outil utile pour les premiers pays en développement à s'industrialiser et à devenir exportateurs, bien que les avantages pour beaucoup d'autres pays bénéficiaires de préférences, dont les PMA et les pays africains, aient été limités. L'amélioration des schémas de préférences pourrait beaucoup aider les pays qui n'ont pas pu le faire à participer valablement aux secteurs nouveaux et dynamiques. Cela supposerait:

- Un élargissement des schémas et donc de la gamme des produits visés;
- Des règles d'origine plus libérales;
- L'absence de conditions posées à l'utilisation des schémas.

40. *Élimination des obstacles à la pénétration des marchés.* Les difficultés d'accès aux marchés sont aggravées par des questions relatives à la structure des marchés, ainsi que par des réglementations et des normes techniques, des mesures sanitaires et phytosanitaires et des règles d'origine complexes et divergentes. Plus importantes encore sont les mesures relevant du secteur privé telles que les normes volontaires. Par exemple, on observe une tendance croissante à l'harmonisation des normes du secteur privé entre les chaînes internationales de supermarchés, qui fait du respect de ces normes une condition de pénétration des marchés. Une priorité fondamentale est de veiller à ce que ces normes et ces mesures soient conçues de façon transparente avec la participation des pays en développement et appliquées de façon non discriminatoire.

Coopération et intégration économiques régionales

41. Le commerce Sud-Sud et les arrangements économiques et commerciaux régionaux peuvent offrir un environnement propice à l'exploitation de secteurs nouveaux et dynamiques. Par exemple, le MERCOSUR a beaucoup contribué à l'expansion du commerce dans des secteurs spécifiques entre les pays participants, ainsi qu'entre ces pays et le reste du monde. Le commerce Sud-Sud peut être un terrain d'essai utile pour les pays en développement, en leur permettant de renforcer leur capacité d'exportation dans de tels secteurs. L'évolution dynamique de la division régionale du travail – connue sous l'expression de modèle «en vol d'oiseaux sauvages» – où les pays moins développés se positionnent dans les étapes les plus simples de la production manufacturière à mesure que les pays plus avancés passent à des activités manufacturières de plus en plus élaborées, reste un idéal pertinent de coopération régionale. Ce processus peut aussi aider les pays à éviter le piège d'une production à valeur ajoutée de plus en plus faible. Cartographier les divisions régionales du travail selon les chaînes de valeur pourrait aider les pays dans leurs stratégies de diversification.

V. Rôle des examens sectoriels du commerce de la CNUCED

42. Grâce à un traitement au cas par cas des secteurs nouveaux et dynamiques, les examens sectoriels du commerce réalisés par la CNUCED peuvent beaucoup aider les décideurs et autres parties intéressées à identifier les possibilités et les perspectives dans des secteurs particuliers et à formuler des options et élaborer des instruments, en tenant compte des spécificités nationales. En s'appuyant sur les trois piliers de la CNUCED (travaux d'analyse, formation de consensus par le biais de délibérations intergouvernementales, et appui au renforcement des capacités),

et en réunissant les principales parties intéressées (pays en développement, partenaires de développement, organisations internationales compétentes, représentants du secteur privé, y compris les sociétés transnationales et les entreprises de pays en développement intéressées, et société civile), les examens sectoriels du commerce peuvent favoriser un dialogue directif axé sur certaines questions, telles que: a) perspectives offertes par les secteurs dynamiques et nouveaux aux pays en développement pour que le commerce international soit profitable à leur développement; b) facteurs déterminants essentiels de la participation de ces pays dans ces secteurs; c) impératifs de politique nationale et internationale pour promouvoir une participation accrue et positive des pays en développement dans ces secteurs; d) façon dont des questions telles que la capacité d'approvisionnement, la productivité, les ressources technologiques et la compétitivité devraient être abordées dans les politiques; investissement intérieur et étranger; accès aux marchés et pénétration des marchés; évolution de la demande et des préférences, et division régionale du travail; et e) contribution des systèmes commercial et financier internationaux, y compris les négociations commerciales, ainsi que des structures globales de marché et de la coopération pour le développement au succès de ces politiques.

43. Un suivi des travaux de la réunion d'experts sera nécessaire pour intégrer les résultats du dialogue directif dans le contexte particulier de chaque pays. Pour sa part, la CNUCED s'efforcera, en coopération avec les acteurs compétents et avec le soutien des donateurs intéressés, d'organiser des examens sectoriels approfondis aux niveaux national et régional. La finalité de cet exercice sera de fournir, à la demande, des conseils de politique générale aux pays en développement, en particulier aux PMA, pour les aider à se doter de capacités de production à l'exportation compétitives et à s'assurer un accès élargi aux marchés et de bonnes conditions de pénétration de ces marchés dans les secteurs considérés.

44. Davantage de travaux de recherche et d'analyse sont également nécessaires pour une meilleure compréhension des facteurs qui peuvent influencer sur la participation individuelle des pays en développement à des secteurs nouveaux et dynamiques spécifiques du commerce mondial, des liens entre ces facteurs et de leurs incidences sur le processus de croissance et de développement. Cela permettrait en retour d'affiner les recommandations aux niveaux national et sectoriel.

Tableau 1: Classement des produits dynamiques dans les exportations mondiales, en fonction de l'évolution de leur part de marché, 1985-2002

Rang	Position CTCI 2	Produit	Part de marché (%)			Valeur des exportations mondiales (en millions de dollars É.-U. courants)		Part des pays en développement dans les exportations mondiales (%)		Taux de croissance annuel moyen des exportations mondiales (%)
			1985	2002	Augmentation	1985	2002	1985	2002	1985-2002
1	7764	Microcircuits électroniques	0,67	2,93	2,26	10 213	163 336	15	15	18
2	5417	Médicaments	0,60	2,22	1,61	9 101	123 459	5	4	17
3	7643	Émetteurs de radiotélégraphie et de radiotéléphonie	0,16	1,36	1,21	2 365	75 859	1	22	23
4	7599	Pièces et accessoires de machines de bureau	1,18	2,10	0,92	17 869	117 165	0	26	12
5	7524	Unités centrales de stockage numérique	0,01	0,67	0,67	136	37 568	0	22	39
6	7924	Aéronefs	0,41	1,04	0,63	6 247	58 061	1	2	14
7	7810	Automobiles	5,43	6,05	0,62	82 193	337 012	1	9	9
8	7649	Pièces d'appareils de télécommunication	0,66	1,13	0,46	10 058	62 805	2	26	11
9	8939	Articles divers en résine et matière plastique	0,43	0,82	0,39	6 474	45 731	2	20	12
10	7522	Ordinateurs	0,28	0,61	0,33	4 275	34 123	0	33	13
11	7721	Appareillage électrique pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, etc.	0,75	1,08	0,33	11 331	60 045	4	20	10
12	8462	Sous-vêtements en coton	0,11	0,41	0,30	1 689	23 015	19	57	17
13	5148	Composés à fonction azotée	0,15	0,44	0,29	2 261	24 603	4	6	15
14	7528	Ordinateurs autonomes	0,04	0,33	0,29	587	18 363	1	28	22
15	5839	Produits de la polymérisation ou de la copolymérisation	0,17	0,46	0,29	2 611	25 698	2	7	14
16	5530	Parfumerie, cosmétiques et produits de toilette	0,20	0,48	0,29	2 976	26 847	5	11	14
17	7788	Appareils et équipements électriques	0,51	0,79	0,27	7 762	43 766	2	19	11
18	8211	Chaises, autres sièges et leurs parties	0,19	0,45	0,27	2 807	25 136	2	39	14
19	7132	Moteurs à piston à combustion interne	0,34	0,60	0,26	5 154	33 447	9	22	12
20	7731	Fils électriques, câbles, barres, bandes, isolés	0,31	0,57	0,26	4 732	31 762	3	46	12
21	8720	Instruments et appareils médicaux	0,27	0,50	0,23	4 041	27 686	2	13	12
22	7712	Machines électriques	0,15	0,36	0,22	2 249	20 258	2	32	14
23	8743	Instruments non électriques pour la mesure, le contrôle du débit	0,08	0,30	0,21	1 268	16 554	1	17	16

Rang	Position CTCL 2	Produit	Part de marché (%)			Valeur des exportations mondiales (en millions de dollars É.-U. courants)		Part des pays en développement dans les exportations mondiales (%)		Taux de croissance annuel moyen des exportations mondiales (%)
			1985	2002	Augmentation	1985	2002	1985	2002	1985-2002
24	5416	Hétérosides; glandes et autres organes et leurs extraits	0,07	0,28	0,21	1 105	15 842	2	4	17
25	8710	Instruments et appareils d'optique	0,11	0,31	0,21	1 632	17 488	0	12	15
26	5989	Produits et préparations chimiques	0,48	0,69	0,20	7 307	38 264	3	7	10
27	6415	Papiers et cartons	0,16	0,36	0,20	2 381	19 799	3	15	13
28	8931	Articles d'emballage	0,13	0,33	0,19	2 036	18 340	3	24	14
29	7763	Transistors et semi-conducteurs	0,20	0,40	0,19	3 067	22 084	15	26	12
30	8219	Meubles et leurs parties	0,39	0,59	0,19	5 978	32 616	3	32	10
31	7523	Ordinateurs centralisés	0,33	0,52	0,19	5 046	29 170	2	22	11
32	6552	Tissus tricotés/au crochet	0,05	0,24	0,19	820	13 376	8	22	18
33	6672	Diamants	0,61	0,79	0,18	9 168	43 962	13	24	10
34	7525	Périphériques d'ordinateur	0,66	0,84	0,18	9 965	46 728	2	36	10
35	7641	Équipements téléphoniques et télégraphiques	0,36	0,54	0,18	5 510	30 237	0	25	11
36	5156	Acides nucléiques	0,32	0,50	0,18	4 867	27 768	2	8	11
37	7611	Téléviseurs couleur	0,36	0,53	0,17	5 502	29 732	2	52	10
38	8439	Vêtements de dessus	0,29	0,46	0,17	4 439	25 784	13	54	11
39	8983	Disques phonographiques et enregistrements sonores assimilables	0,35	0,52	0,17	5 286	28 724	2	8	10
40	7144	Moteurs à réaction	0,12	0,28	0,16	1 815	15 464	0	5	13
Total			18	34	16	274 325	1 887 673	3	19	14

Source: ONU, base de données COMTRADE.

Tableau 2: Classement des produits dynamiques dans les exportations mondiales, en fonction de l'augmentation de la valeur des exportations mondiales, 1985-2002

Rang	Position CTCI 2	Produit	Valeur des exportations mondiales (en millions de dollars É.-U. courants)		Part des pays en développement dans les exportations mondiales (%)		Part des PMA dans les exportations mondiales (%)		Taux de croissance annuel moyen des exportations mondiales (%)
			1985	2002	1985	2002	1985	2002	1985-2002
1	7524	Unités de stockage informatique	136	37 568	0	22	0	0	39
2	7643	Émetteurs de radiotélégraphie et de radiotéléphonie	2 365	75 859	1	22	0	0	23
3	7528	Ordinateurs autonomes	587	18 363	1	28	0	0	22
4	2239	Farine ou poudres/oléagineux	12	281	14	25	0	0,20	20
5	2634	Coton cardé ou peigné	8	131	19	53	0	29	18
6	6552	Tissus tricotés/au crochet	820	13 376	8	22	0	0,02	18
7	7764	Microcircuits électroniques	10 213	163 336	15	15	0	0	18
8	6416	Plaques de construction	303	4 550	2	21	0	0	17
9	6880	Uranium appauvri	1	17	1	1	0	0	17
10	5416	Hétérosides; glandes et autres organes et leurs extraits	1 105	15 842	2	4	0	0,01	17
11	8462	Sous-vêtements en coton	1 689	23 015	19	57	0	0,22	17
12	5417	Médicaments	9 101	123 459	5	4	0	0,01	17
13	7439	Parties de pompes, compresseurs, ventilateurs et centrifugeuses	720	9 772	1	9	0	0	17
14	8743	Instruments non électriques pour la mesure, le contrôle du débit	1 268	16 554	1	17	0	0	16
15	8996	Appareils d'orthopédie	942	12 009	1	3	0	0	16
16	6352	Futailles, cuves, baquets et seaux	33	393	0	7	0	0	16
17	6642	Verres d'optique et éléments de verre d'optique	171	2 061	4	15	0	0	16
18	2223	Graines de coton	19	214	21	12	0	5	15
19	5148	Composés à fonction azotée	2 261	24 603	4	6	0	0	15
20	8710	Instruments et appareils d'optique	1 632	17 488	0	12	0	0	15
21	8741	Instruments de topographie et d'hydrographie	491	5 219	3	10	0,07	0,03	15
22	0488	Extraits de malt	434	4 468	5	9	0,00	0,01	15
23	5332	Encre d'imprimerie	361	3 663	1	8	0	0	15
24	7923	Aéronefs	1 133	11 493	5	23	0	0	15
25	2225	Graines de sésame	37	366	72	91	10	32	14

Rang	Position CTCI 2	Produit	Valeur des exportations mondiales (en millions de dollars É.-U. courants)		Part des pays en développement dans les exportations mondiales (%)		Part des PMA dans les exportations mondiales (%)		Taux de croissance annuel moyen des exportations mondiales (%)
			1985	2002	1985	2002	1985	2002	1985-2002
26	8732	Compteurs de tour, taximètres	162	1 600	1	11	0	0	14
27	5839	Produits de la polymérisation ou de la copolymérisation	2 611	25 698	2	7	0,00	0,01	14
28	5155	Composés organo-minéraux	355	3 478	0	8	0	0	14
29	8742	Instruments de dessin, de traçage et de calcul (cercles)	1 419	13 738	2	7	0	0	14
30	7924	Aéronefs	6 247	58 061	1	2	0	0	14
31	7832	Tracteurs routiers et semi-remorques	1 144	10 440	1	10	0	0,01	14
32	0546	Légumes, surgelés ou conservés provisoirement	779	7 033	6	24	0,03	0,30	14
33	5530	Parfumerie, cosmétiques et produits de toilette	2 976	26 847	5	11	0,01	0,04	14
34	8931	Articles d'emballage	2 036	18 340	3	24	0	0,03	14
35	7712	Machines électriques	2 249	20 258	2	32	0	0	14
36	8211	Chaises, autres sièges et leurs parties	2 807	25 136	2	39	0	0,00	14
37	6589	Autres articles en matière textile	605	5 367	9	60	0	0,10	14
38	1110	Boissons sans alcool	719	6 369	3	20	0	0,30	14
39	7144	Moteurs à réaction	1 815	15 464	0	5	0,02	0,01	13
40	1122	Boissons fermentées	43	363	1	17	0	0	13
Total			62 811	822 292	5	15	<< 1	< 1	19

Source: ONU, base de données COMTRADE.

Note: Le taux de croissance annuel moyen est calculé à partir de la valeur courante des exportations. Il serait plus faible s'il était calculé à partir de la valeur constante, mais cela ne changerait rien au classement.

Tableau 3: Classement des produits dynamiques dans les exportations mondiales (produits apparaissant dans les tableaux 1 et 2 classés sur la base de coefficients égaux) 1985-2002

Rang	Position CTCI 2	Produit	Augmentation de la part de marché (%)	Valeur des exportations mondiales (en millions de dollars É.-U. courants)		Taux de croissance annuel moyen des exportations mondiales (%)	Part des pays en développement dans les exportations mondiales (%)	
			1985-2002	1985	2002	1985-2002	1985	2002
1	7643	Émetteurs de radiotélégraphie et de radiotéléphonie	1,21	2 365	75 859	23	1	22
2	7524	Unités de stockage informatique	0,67	136	37 568	39	0	22
3	7764	Microcircuits électroniques	2,26	10 213	163 336	18	15	15
4	5417	Médicaments	1,61	9 101	123 459	17	5	4
5	7528	Ordinateurs autonomes	0,29	587	18 363	22	1	28
6	8462	Sous-vêtements	0,30	1 689	23 015	17	19	57
7	5148	Composés à fonction azotée	0,29	2 261	24 603	15	4	6
8	5416	Hétérosides; glandes et organes	0,21	1 105	15 842	17	2	4
9	7924	Aéronefs	0,63	6 247	58 061	14	1	2
10	8743	Instruments non électriques pour la mesure, le contrôle du débit	0,21	1 268	16 554	16	1	17
11	6552	Tissus tricotés/au crochet	0,19	820	13 376	18	8	22
12	5839	Produits de la polymérisation et de la copolymérisation	0,29	2 611	25 698	14	2	7
13	8710	Instruments et appareils d'optique	0,21	1 632	17 488	15	0	12
14	5530	Parfumerie, cosmétiques et produits de toilette	0,29	2 976	26 847	14	5	11
15	8211	Chaises, sièges et leurs parties	0,27	2 807	25 136	14	2	39
16	7712	Machines électriques	0,22	2 249	20 258	14	2	32
17	8931	Articles d'emballage	0,19	2 036	18 340	14	3	24
18	7144	Moteurs à réaction	0,16	1 815	15 464	13	0	5

Source: ONU, base de données COMTRADE.

Note: Le taux de croissance annuel moyen est calculé à partir de la valeur courante des exportations. Il serait plus faible s'il était calculé à partir de la valeur constante, mais cela ne changerait rien au classement.
